

10 Port-Gentil

Santé/Trois mois après le lancement des travaux de réhabilitation de l'hôpital de Ntchengue L'ire de Pascal Houangni Ambourou



Vue partielle du matériel médical offert à l'hôpital de Ntchengue.



Pascal Houangni Ambourou, lors de la visite des travaux de l'hôpital de Ntchengue.

CNE
Port-Gentil/Gabon

LA visite, le 14 avril dernier, du ministre Pascal Houangni Ambourou au Centre hospitalier régional de Ntchengue (CHRN), avait un double objectif. D'abord, faire le point sur l'état d'avancement des travaux de réhabilitation de cet établissement sanitaire lancés il y a plus de trois mois. Et ce, dans le cadre de l'opération "Solidarité hôpital Ntchengue en marche", qui s'était déroulée du 26 août au 26 septembre 2017, à l'initiative des "Ong Tendance Avenir" et "Convergence".

Faisant le tour de la structure, de la maternité à la pédiatrie, en passant par la gynécologie et d'autres

services, Pascal Houangni Ambourou n'a pas pu contenir sa colère en constatant que non seulement la qualité de certains travaux réalisés laissent à désirer, mais aussi celle d'une partie du matériel médical acquis. Notamment les splits. Le mécontentement du membre du gouvernement s'est amplifié par les plaintes des malades internés, qui n'avaient pas besoin d'être interrogés pour comprendre qu'ils s'étouffaient dans la chaleur. «C'est un manque de sérieux», a-t-il lancé. Ajoutant que « nous avons pris l'engagement auprès des populations marigovéennes de réaliser une action sérieuse, mais ce que je vois ici, ce n'est pas du sérieux. Il faut respecter les personnes qui viennent ici se faire soigner.»

S'il est prévu que le prési-



Les Port-gentillais venus attendre le ministre au CHRN.

dent de la République vienne livrer ces travaux à leur terme, pour Pascal Houangni Ambourou, président de Tendance Avenir, « le chef de l'État ne viendra pas regarder des travaux qui n'ont pas été effectués correctement.» Dépit, il a donné l'ordre que tout soit corrigé avant sa

prochaine visite. Il a, par ailleurs, invité les entreprises adjudicataires, particulièrement les PME-PMI gabonaises, à « faire montre d'un peu de patriotisme.»

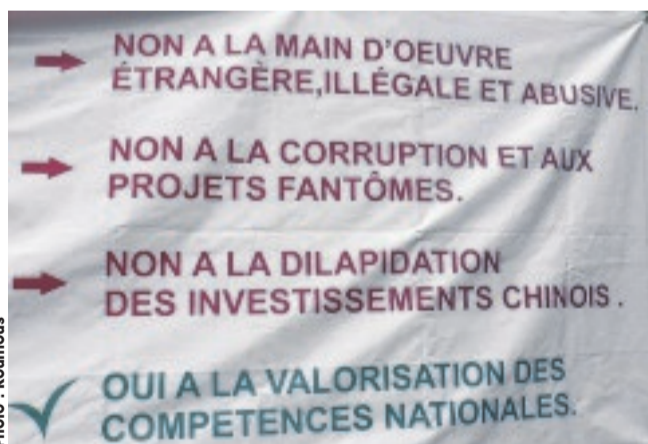
Le deuxième objet de la visite du ministre du Pétrole et des Hydrocarbures au CHRN consistait à aller

constater et inventorier le matériel médical acheté à cet effet par le groupe Vamed. Notamment le lit médical, l'appareil de vitesse à sédimentation, le tensiomètre pédiatrique, le microscope, le système de numérisation, les ventilateurs de réanimation, etc. Tout le matériel médical

est déjà sur place, à en croire Mourad Bouzaide, ingénieur à Vamed. Par cette acquisition, l'hôpital de Ntchengue se voit doté de tout l'équipement nécessaire en termes de matériel biomédical. Ce qui a permis d'apaiser l'ire de Pascal Houangni Ambourou. «Je serai régulier ici pour vérifier et m'assurer que tout ce que nous avons convenu ensemble, depuis le départ, est correctement fait», a-t-il dit. Non sans inviter les populations venues participer à cette visite à faire confiance à l'État.

«Les éléments prioritaires qui doivent vous accompagner dans vos soins sont déjà là», a-t-il indiqué. Avant de rassurer les Marigovéens de ce que la qualité des prestations sera immédiatement améliorée.

Vie des entreprises/Addax Petroleum/Front social D'importantes pertes en 15 jours de débrayage



Cette banderole est assez explicite sur les revendications des travailleurs d'Addax.

SYM
Port-Gentil/Gabon

CE sont plus de 180 000 barils de perte consécutive à l'arrêt de la production pétrolière de la société Addax Petroleum. Le personnel de cette compagnie observant, depuis le début de ce mois, un mouvement de grève de quinze jours dont les conséquences sont donc importantes. Les employés menacent, d'ailleurs, de reconduire

leur mouvement pour deux autres semaines si leurs revendications ne sont pas prises en compte par la direction générale d'une entreprise qui produit 12 000 barils de pétrole par jour. Ce nouveau mouvement devait être lancé hier sur tous les sites de la société. Onze points de revendication motivent cette grève. L'on citera, notamment, la présence d'un représentant du groupe chinois Synopec venant de Beijing et ayant un pouvoir décisionnel, l'octroi d'un bonus de bonne séparation en cas de



Les travailleurs en grève de la compagnie Addax Petroleum.

vente des actifs de l'entreprise, ainsi que l'application stricte et immédiate du procès-verbal de conciliation partielle du 24 avril 2015, lequel porte sur la régularisation de la situation de l'emploi abusif et illégal de la main-d'œuvre étrangère. Il y a aussi la régularisation de la situation socioprofessionnelle des employés et le paiement rétroactif du différentiel de l'évolution catégorielle dans un délai d'une semaine. Les employés réclament également la valorisation

des compétences nationales sur l'ensemble des postes occupés par les expatriés, le retrait de tous les prestataires et consultants des postes organiques, la réaffectation immédiate des travailleurs mis en stand-by, le paiement du reliquat cumulé congé et titres de transport 2017, ainsi que le paiement d'une indemnité forfaitaire de 25% du salaire de base. Au dernier jour de la grève de quinze jours, les grévistes et l'Organisation nationale des employés du



Tous les services de la société sont paralysés, ainsi que plusieurs sites.

pétrole (Onep) envisageaient de déposer un autre préavis de grève de quinze jours. Pour le secrétaire général de l'Onep, Sylvain Mayabi Binet, l'attitude des responsables d'Addax est perçue comme un mépris des travailleurs face à leurs préoccupations. «Nous dénonçons cette attitude. C'est pourquoi la grève sera reconduite. Les travailleurs d'Addax ne sont pas des esclaves, ils méritent respect et considération car, le travail est une source de valeur. C'est quand même

étonnant que des responsables qu'ils sont ne s'interrogent pas que depuis quinze jours, la production est en arrêt et qu'il faut faire quelque chose. Nous n'acceptons pas la discrimination. Les expatriés perçoivent un salaire sept fois plus important que celui du Gabonais pourtant de compétences égales», s'est-il insurgé. Selon les délégués syndicaux, la société pétrolière compte 254 employés dont 44 expatriés en situation peu claire.